

DECLARATION DES MINISTRES DES SPORTS DE L'UNION EUROPEENNE

Les ministres des sports de l'Union européenne réunis à Biarritz (France) les 27 et 28 novembre 2008 :

1. après avoir rappelé que la déclaration de Nice de décembre 2000 s'était prononcée pour la préservation des caractéristiques spécifiques du sport ;
2. ont pris note avec satisfaction des progrès enregistrés depuis juillet 2007 dans la mise en œuvre du Livre blanc sur le sport et du Plan d'action Pierre de Coubertin adoptés par la Commission européenne, qu'il s'agisse de promotion des valeurs sociétales du sport, d'évaluation de l'impact économique des activités physiques et sportives, de contribution à une bonne gouvernance ou de consultation ;
3. saluent la mise en place d'un dialogue constructif avec le mouvement sportif européen, à l'occasion de l'organisation à Biarritz par la Commission européenne les 26 et 27 novembre 2008 du premier Forum européen du sport ;
4. ont pris note avec intérêt de la position commune du mouvement olympique et sportif européen et international sur la spécificité et l'autonomie du sport ;
5. rappellent leur attachement aux principes de subsidiarité, d'autonomie et d'autorégulation du sport ;
6. sont convenus, à l'issue de leurs travaux, d'apporter leur soutien aux points suivants :

Une « double formation » protectrice des jeunes sportifs et sportives

7. Les ministres considèrent important que la formation des jeunes sportifs et sportives professionnels ou de haut niveau repose sur une « double formation » sportive et éducative, de manière à leur permettre de se préparer à leur vie future au terme de leur carrière sportive.
8. Afin de favoriser la mise en place de dispositifs et de structures de nature à garantir que les sportifs pourront bénéficier du double projet, les ministres encouragent les fédérations nationales et les confédérations, en liaison avec les pouvoirs publics et les représentants des sportifs et des clubs, à définir des critères de qualité auxquels doivent répondre les structures en charge de la double formation des sportifs et sportives.

Une reconnaissance de l'action des structures de formation

9. Les ministres reconnaissent le caractère déterminant pour l'intérêt des compétitions sportives d'une politique de formation de qualité, ainsi que l'importance des investissements humains consentis pour que les structures de formation soient en mesure de faire évoluer au plus haut niveau des compétitions les sportifs et sportives qu'elles ont formés.
10. Les ministres considèrent que la participation d'un nombre minimum de joueurs issus des structures de formation agréées par les fédérations ou les autorités nationales dans les équipes de clubs engagées dans les compétitions européennes est une des approches qui pourraient renforcer la formation des jeunes joueurs dans les clubs.
11. Les ministres marquent leur intérêt pour, et souhaitent que les discussions se poursuivent sur, les initiatives des fédérations internationales visant à développer dans les équipes de clubs professionnels de chaque pays la présence de sportifs sélectionnables dans les équipes nationales, dans le respect du droit communautaire, afin de renforcer l'ancrage régional et national des clubs professionnels.

Un cadre de consultation renforcé

12. Soucieux de développer les échanges entre l'Union européenne et le mouvement olympique et sportif international et européen, les ministres invitent les institutions européennes, en relation avec le Conseil de l'Europe, à renforcer les mécanismes de dialogue actuels par la mise en place, dès l'année 2009, d'un cadre de consultation associant notamment le Comité international olympique et les représentants du mouvement sportif aux niveaux les plus pertinents.

Sur les caractéristiques spécifiques du sport

13. Prenant en considération les caractéristiques spécifiques du sport et prenant note des inquiétudes et difficultés auxquelles les organisations sportives internationales, européennes et nationales ont à faire face dans la gouvernance de leurs sports, les ministres européens en appellent à la Commission afin qu'il soit donné de plus claires orientations juridiques sur l'application du droit communautaire aux organisations sportives concernant les problèmes prioritaires auxquels elles sont confrontées.

FR/MSJSVA/28/11/08